

### Résultats annuels des groupes EDF & GDF SUEZ

#### Résultats annuels 2012 du groupe EDF

Les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012 montrent des résultats en hausse et des engagements tenus ; la solidité du modèle intégré et diversifié du groupe EDF est confirmée.

- EBITDA : 16,1 Mds€, soit + 4,6 %
- Résultat net part du Groupe : 3,3 Mds€, soit + 5,3 %
- Ratio endettement financier net/EBITDA : 2,4 x
- Dividende : 1,25 euro/action
- Investissements nets : 11,8 Mds€
- Chiffre d'affaires : 72 Mds€, soit + 5,4 %

#### Résultats annuels 2012 du Groupe GDF SUEZ

Dans son communiqué de presse dédié aux résultats annuels 2012, le Groupe résume ainsi ses résultats : « atteinte de tous les objectifs financiers — Résultat net récurrent, part du Groupe, en hausse de 11 % dans un contexte économique et sectoriel difficile ».

- EBITDA (dans toutes les branches Énergie) : 17,0 Mds€, soit +3 %
- Résultat net part du Groupe : 3,8 Mds€, soit + 11 % (hors coûts de restructurations, dépréciations d'actifs, cessions)
- Ratio endettement financier net/EBITDA : 2,5 x
- Dividende : 1,50 euro/action
- Investissements bruts : 10,0 Mds€ (hors opération de rachat des minoritaires d'International Power)
- Chiffre d'affaires : 97,0 Mds€, soit + 7 %

Pour FO Énergie et Mines, alors que les deux Groupes tiennent à leurs salariés un discours toujours plus alarmiste, les résultats sont bien là. Or, de nouveaux plans de réduction des coûts ont été annoncés et, dans le même temps, une augmentation des dividendes à EDF et en maintenant un taux très élevé à GDF Suez. L'EBITDA/endettement entre 2 et 2,5 présente un ratio financier satisfaisant pour les marchés financiers, mais incompatible avec une politique industrielle de long terme.

Pour FO Énergie et Mines, alors que les salariés perdent significativement en pouvoir d'achat, cette nouvelle augmentation des dividendes est une véritable provocation. FO Énergie et Mines considère qu'il n'y a pas de raison valable pour que les salariés soient moins bien « servis » que les actionnaires.

Les employeurs ont sabordé les négociations salariales 2013 en abaissant l'évolution du Salaire National de Base à 0,8 % et en assujettissant de manière plus accrue les taux d'avancements au choix aux critères boursiers... conséquences, il y aura moins d'augmentations individuelles et collectives.

Pour FO, les curseurs doivent bouger pour une plus juste redistribution des richesses créées par les électriciens et gaziers, en revalorisant le SNB et en renégociant dans chaque entreprise les avancements au choix qui nous sont dus.

C'est pourquoi, FO Énergie et Mines a déposé des préavis de grève pour les entreprises de la branche.

#### CNR :

##### Développements gaziers outre-Atlantique

La Compagnie Nationale du Rhône (CNR), filiale de GDF Suez à hauteur de 49,9 %, a participé aux études d'agrandissement du canal de Panama.

Si ce chantier devait se réaliser, il permettrait le passage des grands navires méthaniers à destination du marché asiatique.

#### Le saviez vous ?

**Les salariés profitent peu de la création de valeur au sein du CAC 40**

**Selon Euro RSCG, la rémunération des salariés a crû seulement de 13 % entre 2006 et 2011, contre +34 % pour les dirigeants et +31 % pour les actionnaires.**

## Grande manœuvre autour de l'hydraulique : une proposition de loi sénatoriale préconise de prolonger de 75 à 99 ans la durée maximale des concessions hydrauliques

Les sénateurs estiment que « le programme de renouvellement des concessions (...) ne paraît pas fait pour assurer dans de bonnes conditions l'avenir de la filière hydroélectrique », filière au sein de laquelle EDF gère aujourd'hui 80 % de la puissance concédée.

Ils notent que « le climat d'attentisme » pénalise la modernisation des ouvrages et proposent que l'allongement soit conditionné à des investissements.

Il faut savoir qu'en 2010, le gouvernement de François Fillon s'était engagé à mettre en concurrence 20 % des capacités hydroélectriques d'ici à 2015.

Cette proposition va retarder la mise en concurrence des barrages hydroélectriques, ce qui devrait irriter les énergéticiens étrangers.

Liée à la transformation d'EDF en Société Anonyme, FO Énergie et Mines avait condamné, en avril 2010, cette volonté d'ouverture à la concurrence dans l'hydraulique, s'opposant à un nouveau pas vers la déréglementation. Nous avons mis en garde les pouvoirs publics contre toute velléité de « forcer » l'ouverture des marchés en faisant perdre artificiellement des concessions à EDF et en ne prenant pas en compte prioritairement les critères de sûreté hydraulique, environnementaux et énergétiques. La volonté du gouvernement (cf. loi NOME) était, en effet, de favoriser d'autres fournisseurs qu'EDF à seule fin de montrer que la concurrence existe.

FO partage le fait que les renouvellements de concessions ne doivent pas se traduire par une position d'attentisme d'EDF quant aux investissements à faire sur les ouvrages. Enfin, FO se bat et se battra pour le maintien des agents EDF de l'hydraulique et de leurs droits dans toutes les configurations qui se présenteront.

Notre site :  
[www.fnem-fo.org](http://www.fnem-fo.org)

Tweeter :  
[https://twitter.com/FO\\_Energies](https://twitter.com/FO_Energies)

Nous contacter :  
[laurine.eugenie@fnem-fo.org](mailto:laurine.eugenie@fnem-fo.org)



**AVANÇONS**  
sur l'essentiel  
**PROTEGEONS**  
l'indispensable

## La houille est-elle devenue plus compétitive que le gaz pour produire du courant ?

En récession, l'Europe utilise moins d'électricité, ce qui fait baisser les cours de cette énergie. Or, le gaz, qui est une des matières premières pour la produire, reste cher. Au lieu de fonctionner de 5 000 à 6 500 heures par an comme prévu, la plupart des centrales à gaz européennes ne sont plus mises en service que pour faire face aux pointes de consommation, 2 500 ou 3 000 heures par an.

Pour alimenter leurs centrales thermiques à flamme, les électriciens européens ont accru leurs importations de charbon américain de 85 % au premier semestre 2012. En France, la consommation de charbon pour l'électricité a bondi de 79 % entre septembre 2011 et 2012. De vieilles centrales au charbon fonctionnent ainsi à plein parce qu'elles sont profitables, alors que des cycles combinés à gaz sont menacés.

En effet, GDF Suez a entamé la consultation des représentants du personnel quant au projet d'arrêt partiel ou de mise sous cocon de trois de ses quatre centrales à gaz en France : le Groupe a l'intention de mettre sous cocon pour une durée « indéterminée » la centrale Cycfos à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) et d'arrêter pendant l'été celles de Combigolfe, sur ce même site de Fos, et SPEM, à Montoir-en-Bretagne (Loire-Atlantique).

Aux États-Unis, l'essor du gaz de schiste a fait chuter les cours du gaz. Du coup, les compagnies électriques américaines qui le pouvaient se sont converties à cette énergie au détriment du charbon.

Évolution inverse en Europe. Le prix auquel les compagnies achètent leur gaz y reste élevé, car il est indexé sur le pétrole dans le cadre de contrats à long terme. En revanche, le charbon, dont les Américains ne veulent plus, se déverse sur le Vieux Continent, et cet afflux a fait chuter la valeur de ce combustible.

Dans le même temps, le prix des quotas d'émissions de CO<sup>2</sup> a baissé.

Bilan : entre le gaz et le charbon, le rapport de force s'est inversé depuis un an. Et l'écart ne cesse de se creuser.

Ajoutons à cela un autre paradoxe.

L'Allemagne, après sa décision politique « post FUKUSHIMA » d'accélérer sa transition énergétique, en sortant du nucléaire et en favorisant le développement des énergies renouvelables, avait voté une loi. Cette loi, « Erneubare Energie Gesetz », oblige le consommateur final à financer ce changement de stratégie énergétique. Mais, elle protège au passage les industriels allemands, qui eux n'y sont pas soumis.

Dans les échanges d'électricité entre la France et l'Allemagne, la balance penche du côté allemand.

L'Allemagne importe de l'électricité produite dans nos centrales nucléaires, et dont elle ne veut pas chez elle, avec la fermeture de ses centrales nucléaires. Dans le même temps, elle alimente le marché français avec de l'énergie produite dans ses centrales au charbon, dont la France ne veut pas, avec les fermetures annoncées par ÉON (énergéticien allemand). Quatorze projets de nouvelles centrales au lignite sont d'ailleurs en construction en Allemagne...